

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES EN PRÉVISION DU BUDGET DE 2020 PAR LE COMITÉ PERMANENT
DES FINANCES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

PROPOSITIONS POUR LE BUDGET DE 2020 – FAITS SAILLANTS

Soumises par Jean-François Tardif, coordonnateur national, Solutions à la pauvreté mondiale, et consultant en développement international

Le présent document est un résumé de propositions faites pour inclusion dans le budget de 2020. Une description plus détaillée est accessible sur demande en écrivant tardifsanchez@gmail.com

Liste des recommandations

Recommandation 1 : L'aide étrangère doit revenir à 0,5 % du revenu national brut d'ici 2024, comme ce fut le cas sous les gouvernements libéral et conservateur précédents, grâce à des augmentations annuelles d'au moins 15 %.

Recommandation 2-A : Le Canada devrait utiliser son nouveau fonds de développement international (ou réaffecter le financement existant) pour appuyer les programmes de microfinancement et le développement des programmes d'accès progressif au microfinancement et à la microassurance.

Recommandation 2-B : Le Canada devrait utiliser son nouveau fonds de développement international pour appuyer l'augmentation des programmes de nutrition jusqu'aux niveaux observés plus tôt au cours de la décennie.

Recommandation 2-C : Le Canada devrait appuyer la vaccination de deux façons. Premièrement, il devrait fournir sa quote-part de la campagne visant à éradiquer la poliomyélite, soit 215 millions de dollars. Deuxièmement, il devrait appuyer Gavi, l'Alliance mondiale du vaccin, en augmentant sa contribution envers l'effort mondial de vaccination.

Recommandation 3 : Le budget de 2019 devrait accroître le financement de la recherche et du développement sur la tuberculose, en particulier la tuberculose pharmacorésistante.

Recommandation 4 : Le gouvernement devrait étudier la possibilité d'introduire une taxe sur les transactions financières internationales, et le ministre des Finances devrait fournir un rapport de faisabilité au Parlement.

Recommandation 5 : Le Canada devrait faire preuve de leadership en matière de fiscalité équitable à l'échelle mondiale et aider ses partenaires commerciaux à mettre fin aux pratiques abusives d'évitement fiscal et des responsabilités environnementales des multinationales et à limiter l'accès aux paradis fiscaux.

Avant-propos

Ce mémoire portera sur la question de l'urgence climatique, qui est au centre des consultations prébudgétaires de cette année. Il expliquera pourquoi les dépenses du gouvernement dans un domaine très précis, soit le développement international, amélioreront les interventions du Canada face à l'urgence climatique.

Le raisonnement est assez simple et bien connu : comme l'a démontré le psychologue comportemental Eldar Shafir, les populations démunies développent des « œillères », elles feront tout ce qui est nécessaire pour répondre aux besoins à court terme de leur famille. En particulier, elles brûleront des forêts pour planter des cultures vivrières. La durabilité n'est pas un élément dont elles tiennent compte. Leur stratégie à plus long terme consiste plutôt à avoir de grandes familles (la contraception n'est souvent pas une option de toute façon) dans l'espoir que plusieurs des enfants survivent et puissent prendre soin d'eux à un âge avancé. Bien sûr, l'expansion démographique a des conséquences majeures sur l'environnement. Et, comme nous le savons tous maintenant, les pressions environnementales dans les pays du Sud créent une situation insoutenable pour nous tous.

1. Nécessité d'augmenter le budget d'aide

Les Canadiens aiment penser qu'ils sont généreux. Alors que 94 % d'entre eux disent qu'il est important d'améliorer la santé, l'éducation et les possibilités économiques pour les plus pauvres de la planète, la réalité est un peu moins positive, comme le montre le tableau suivant :

Aide publique canadienne au développement, en millions de dollars canadiens et en pourcentage du revenu national brut¹

	2012 à 2013	2013 à 2014	2014 à 2015	2015 à 2016	2016 à 2017	2017 à 2018
APD	5 483	4 965	5 841	5 430	5 607	6 098
En % du RNB	0,316 %	0,275 %	0,241 %	0,280 %	0,261 %	0,264 %

Les rangées du tableau ne couvrent pas des périodes identiques : la première rangée couvre l'exercice financier du gouvernement canadien (avril à mars), alors que la deuxième rangée, compilée par l'OCDE, couvre les années civiles. Cela explique pourquoi il y aurait eu une diminution de l'aide publique au développement (APD) entre 2014-2015 et 2015-2016, mais une augmentation de l'APD en proportion du revenu national brut (RNB).

Dans l'ensemble, les tendances sont toutefois très constantes. En termes nominaux, l'APD a été à peu près statique pendant cinq ans, suivie d'un pic au cours de la dernière année. Même si la dernière année n'est pas une anomalie, l'augmentation totale sur six ans est de 11 %, ce qui couvre à peine l'inflation. En termes réels, l'APD est restée stagnante alors que l'économie canadienne était en croissance.

¹ Source : Rapports statistiques du gouvernement du Canada sur l'aide internationale et les calculs de l'OCDE

Par conséquent, en proportion du RNB, l'aide est sur une pente descendante, malgré des ajustements mineurs il y a deux ans. Plus le Canada s'est enrichi, plus il est devenu avare. Comme on pouvait s'y attendre, le Canada se situe sous la moyenne de donateurs et se retrouve dans le dernier tiers des pays donateurs en ce qui a trait à la générosité. Une autre façon encore moins positive de le dire : le Canada se classe au 16^e rang des 20 pays les plus généreux.

Il est évident que cette tendance doit cesser et qu'il est plus que temps de la renverser. Au minimum, l'aide doit revenir à 0,5 % du RNB sous le prochain gouvernement, comme c'était le cas sous les gouvernements précédents des deux allégeances politiques, et il doit y avoir un calendrier annuel clair pour atteindre cet objectif. Cela devrait correspondre à une augmentation d'au moins 15 % par année de l'enveloppe d'aide internationale.

Le Comité des finances a recommandé d'augmenter substantiellement le développement international au cours des deux dernières années, et il est temps que cet appel soit entendu.

Cela est indispensable pour réduire la pauvreté dans le monde.

Recommandation 1

L'aide étrangère doit revenir à 0,5 % du revenu national brut d'ici 2024, comme ce fut le cas sous les gouvernements libéral et conservateur précédents, grâce à des augmentations annuelles d'au moins 15 %.

2. La nécessité de cibler correctement une augmentation du budget d'aide

Comme il a été mentionné précédemment, réduire la prévalence de la pauvreté dans le monde aidera à réduire les pressions environnementales. Pourtant, aucune augmentation de l'aide ne réduira la pauvreté. Voici quelques moyens ciblés de réduire le désespoir économique et social et, par conséquent, l'empreinte environnementale de la survie à tout prix.

- A) Fournir des outils de développement économique aux plus pauvres

Près de 400 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté, et le financement est essentiel pour accélérer les programmes de développement économique éprouvés, mais un outil clé, la microfinance, a pratiquement disparu du programme d'aide du Canada.

(voir

http://globalpovertysolutions.ca/docs/CIDA%20and%20WB%20Programming%20in%20Microfinance_FINAL.pdf, <http://globalpovertysolutions.ca/docs/WASH-Ph2-Report-fr.pdf> et <http://globalpovertysolutions.ca/docs/Canadian%20Funding%20for%20Global%20Education-FR.pdf>)

Il existe toutefois de nouvelles possibilités d'interventions rentables qui tiennent compte des très pauvres dans le courant du développement économique : il a été démontré que les programmes d'accès progressif au microfinancement (qui comprennent le transfert d'actifs, le soutien du revenu à durée limitée, l'encadrement et la formation) permettent aux familles très pauvres de sortir de l'extrême pauvreté sur trois continents (voir www.ultra-poverty.org). Un nouveau fonds multidonateurs hébergé par la Plateforme pour l'inclusion économique de la Banque mondiale cherche à obtenir du financement pour intensifier massivement ces interventions.

Recommandation 2-A : Le Canada devrait utiliser son nouveau fonds de développement international pour appuyer les programmes de microfinancement et l'expansion des programmes de la Plateforme pour l'inclusion économique visant à sortir de la pauvreté.

-B) Accroître le soutien aux programmes de nutrition

Un ménage qui souffre d'insécurité alimentaire est un ménage qui n'hésitera pas à brûler des forêts pour planter des cultures, quelles que soient les conséquences à long terme. Pourtant, le monde n'est pas en voie d'atteindre l'un de ses cinq objectifs en matière de nutrition (http://165.227.233.32/wp-content/uploads/2017/11/Report_2017-2.pdf).

Toutefois, l'économétrie a démontré ce qui suit :

- 1 – Le coût de la malnutrition est de 4 % à 5 % du PIB mondial, selon les estimations.
- 2 – Les enfants qui reçoivent une alimentation adéquate augmenteront leur productivité de 20 % à l'âge adulte et seront 10 % plus susceptibles de posséder leur propre entreprise.
- 3 – Un investissement de 1 \$ en nutrition rapporte 16 \$.

(Voir en particulier : <http://www.fao.org/zhc/detail-events/fr/c/238395/> et https://www.unicef.org/earlychildhood/index_40748.html et le Rapport sur la nutrition mondiale de 2016)

Malgré ces faits, le Canada dépense de moins en moins pour la nutrition :

Financement d'Affaires mondiales Canada (AMC) pour la nutrition de base, en millions de dollars canadiens et en pourcentage du programme d'aide d'AMC

	2012 à 2013	2013 à 2014	2014 à 2015	2015 à 2016	2016 à 2017	2017 à 2018
M\$ CA	168,34	174,46	184,61	91,25	118,94	125,62
% de l'aide canadienne	4,88 %	4,64 %	4,93 %	2,31 %	2,85 %	2,85 %

Rapports statistiques de la *Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle*, gouvernement du Canada

De plus, selon l'OCDE, le Canada, qui a déjà été un chef de file mondial, fournissant près de la moitié de l'aide en matière de nutrition, ne représente plus que 17 % de l'aide mondiale en matière de nutrition. Il faut inverser cette tendance.

Étant donné que le quart de la main-d'œuvre future de la planète souffre d'un retard de croissance, ce qui entraîne une réduction permanente de la capacité cognitive et une vie de désespoir environnemental désastreux, il est urgent d'agir.

Le Canada aura précisément l'occasion de faire preuve de leadership en 2020 avec le Sommet sur la nutrition pour la croissance de Tokyo. Les pays donateurs et bénéficiaires se réuniront pour élaborer des politiques et des engagements de financement en vue de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030. Le Canada doit au moins revenir aux montants qu'il fournissait les années précédentes.

Recommandation 2-B : Le Canada devrait utiliser son nouveau fonds de développement international pour appuyer l'augmentation des programmes de nutrition jusqu'aux niveaux observés plus tôt au cours de la décennie.

-C) Veiller à ce que les enfants aient pleinement accès à la vaccination

Un investissement très précis est particulièrement utile pour se protéger contre l'expansion démographique : le financement de la lutte contre les maladies infectieuses. Grâce à des vaccins simples, des millions d'enfants sont encore en vie aujourd'hui qui seraient autrement morts. Les vaccins donnent aux parents dans la pauvreté l'assurance que leurs enfants survivront et qu'ils n'ont pas besoin d'avoir plus d'enfants comme police d'assurance. Le Canada devrait appuyer la vaccination de deux façons. Premièrement, il devrait fournir sa quote-part de la campagne visant à éradiquer la poliomyélite, soit 215 millions de dollars. Deuxièmement, il devrait appuyer Gavi, l'Alliance mondiale du vaccin, en augmentant sa contribution envers l'effort mondial de vaccination.

Recommandation 2-C : Le Canada devrait appuyer la vaccination de deux façons. Premièrement, il devrait fournir sa quote-part de la campagne visant à éradiquer la poliomyélite, soit 215 millions de dollars. Deuxièmement, il devrait appuyer Gavi, l'Alliance mondiale du vaccin, en augmentant sa contribution envers l'effort mondial de vaccination.

3. Nécessité de la R-D sur la tuberculose

La lutte contre la pauvreté mondiale ne se limite pas à l'aide. C'est aussi une question de science qui profite au Nord comme au Sud. Dans un pays comme le Canada, où la circulation de visiteurs, de migrants et de collaborateurs d'affaires est particulièrement élevée, les maladies infectieuses sont de réelles menaces. Il faut mentionner en particulier la menace posée par la tuberculose (la maladie infectieuse causant le plus de décès dans le Sud), particulièrement la tuberculose pharmacorésistante, causée par le fait que des gens atteints de tuberculose ne terminent pas leur traitement. La tuberculose pharmacorésistante est difficile à détecter, facile à transmettre (une simple toux ou un rire dans un espace clos suffisent), potentiellement mortelle, et chaque traitement est très long et coûte au moins des dizaines de milliers de dollars. Pour ces raisons, l'importance du financement de la recherche sur le diagnostic et le traitement de la tuberculose a été particulièrement soulignée dans la déclaration du ministre de la Santé lors du G7 de 2018, et il est important que le budget de 2020 donne suite à cette déclaration.

Recommandation 3 : Le budget de 2020 devrait accroître le financement de la recherche et du développement sur la tuberculose, en particulier la tuberculose pharmacorésistante.

-4) Étudier la possibilité d'introduire une taxe sur les transactions financières internationales

Les budgets ne concernent pas seulement les décisions en matière de dépenses, mais aussi la production de revenus. Plusieurs pays ont déjà mis en œuvre une taxe sur les transactions financières, qui génère des centaines de millions de dollars de revenu, tout en stabilisant les transactions financières et en décourageant la spéculation.

Même des milliardaires comme Bill Gates nous ont recommandé d'étudier la création d'une taxe sur les transactions financières internationales. Ce serait un bon engagement à prendre dans le prochain budget. Il est bon de se rappeler que la Chambre des communes avait précisément voté une motion en faveur d'une taxe sur les transactions financières semblable à la taxe Tobin.

La taxe sur les transactions financières pourrait servir à financer en partie les augmentations susmentionnées du budget d'aide internationale et à lutter directement contre les changements climatiques.

Recommandation 4 : Le gouvernement devrait étudier la possibilité d'introduire une taxe sur les transactions financières internationales, et le ministre des Finances devrait fournir un rapport de faisabilité au Parlement.

- 5) Éliminer les échappatoires fiscales

Les échappatoires fiscales permettent à certaines multinationales de transférer des montants arbitraires entre des filiales et, souvent, de transférer leurs activités dans des pays où les mesures de protection de l'environnement sont faibles et où les revenus sont versés dans des paradis fiscaux. Cela prive les gouvernements comme celui du Canada de milliards de dollars en revenus et affaiblit la lutte pour la durabilité de l'environnement. Le Canada doit profiter du leadership des pays membres de l'OCDE et appuyer une coalition de pays pour prendre des mesures qui mettront enfin un terme à ces pratiques abusives.

Recommandation 5 : Le Canada devrait faire preuve de leadership en matière de fiscalité équitable à l'échelle mondiale et aider ses partenaires commerciaux à mettre fin aux pratiques abusives d'évitement fiscal et des responsabilités environnementales des multinationales et à limiter l'accès aux paradis fiscaux.